

Questions orales

Des taux d'intérêt à court terme de 9.5 p. 100 me paraissent tout à fait réalistes.

En ce qui concerne les hypothèses relatives au prix du pétrole, j'ai dit ce qu'il en était la semaine dernière. J'ai déclaré que, dans l'immédiat, les recettes des sociétés pétrolières et gazières baisseraient, mais qu'elles augmenteraient de nouveau lorsque l'économie toute entière ressentirait les effets de ces changements et qu'en fin de compte, les recettes du gouvernement du Canada s'en trouveraient légèrement accrues.

M. Broadbent: C'est un beau rêve, Michael.

M. Turner (Vancouver Quadra): Le ministre pourrait-il nous citer les dernières prévisions de M. Yamani, d'Arabie Saoudite.

[Français]

LA RÉPARTITION DU FARDEAU FISCAL

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, par ses deux budgets, d'une façon cumulative, le ministre des Finances a accru pour les prochaines quatre années le fardeau fiscal de 27 p. 100 pour la famille moyenne de \$15,000 par année, tandis que la famille avec un revenu annuel de \$200,000 va recevoir, dans les mêmes quatre années, une augmentation de 2 p. 100. Est-ce que, dans l'opinion du ministre, c'était une façon équitable de répartir le fardeau pour contrôler la dette publique?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je voudrais attirer l'attention du député sur un document intitulé *La justice sociale: un bilan de réalisations*. Il s'agit là du bilan des mesures de justice sociale que le gouvernement a proposées dans ce budget et dans les précédents de façon à accorder aux gens, et surtout aux économiquement faibles, une partie de l'aide dont ils ont besoin. On y parle notamment d'augmenter le crédit d'impôt pour enfant...

M. Orlikow: Ils n'y croient pas un instant.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): ... le paiement anticipé du crédit d'impôt pour enfant; le crédit d'impôt remboursable au titre de la taxe de vente instauré dans ce budget; l'affectation...

M. Orlikow: Ils savent que vous ne dites pas la vérité.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): ... de 100 millions de dollars pour aider les assistés sociaux à réintégrer le marché du travail. Il s'agit là de mesures de justice sociale proposées dans ce budget. Ce sont des mesures équitables dont le gouvernement est très fier.

LE CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE AU TITRE DE LA TAXE DE VENTE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): La Chambre commence à remarquer, et comme tous les Canadiens, j'en suis sûr, qu'au lieu de répondre, le gouvernement prend l'habitude de sortir des petites tirades préparées

d'avance, qui n'ont pas grand rapport avec la question posée. Ma dernière question—il s'agit d'une simple remarque, monsieur le Président, pour vous permettre...

M. le Président: A l'ordre. Contentez-vous de poser une question.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, ma troisième question au ministre des Finances est la suivante. Pourquoi tous les Canadiens qui se situent en dessous du seuil de la pauvreté n'obtiennent-ils pas le crédit d'impôt au titre de la taxe de vente de \$50 alors que tous ceux qui réalisent un gain en capital obtiennent l'exemption de \$500,000 ce qui représente pour eux un cadeau de \$125,000?

● (1420)

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai bien précisé que le crédit d'impôt remboursable au titre de la taxe de vente constituait un modèle que nous souhaitons développer davantage dans nos prochains budgets. Nous avons fixé un seuil de \$15,000 qui nous paraissait raisonnable et, une fois que nous aurons acquis une certaine expérience, nous irons plus loin en ce sens dans les budgets ultérieurs.

Voici ce qu'on dit dans «Sur la trace de Robin Hood»: «La plupart des budgets de M. Turner n'ont pas maintenu le revenu relatif...».

Mme Mitchell: Règlement.

M. Ouellet: Ce n'est pas pertinent. Règlement.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): «... ils ont profité aux familles les plus riches et à revenu moyen...»

M. le Président: A l'ordre.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

LA VALEUR RELATIVE DU DOLLAR—LA POSITION DU MINISTRE

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, il me semble qu'il est évident que les retombées économiques du budget de notre ministre sont désastreuses.

Alors, qu'est-ce qu'il va faire aujourd'hui, demain et cette semaine, pour raffermir notre dollar qui est encore très faible, même à 14 heures?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, plusieurs commentateurs du secteur privé canadien disent très franchement qu'ils appuient le budget, que nous sommes sur la bonne voie, que nous réduisons le déficit, que nous créons les conditions d'une baisse des taux d'intérêt. Avec la création de 580,000 emplois, nos performances montrent que la politique globale du gouvernement réussit à sortir le pays de la stagnation où il se trouvait sous le gouvernement précédent, pour l'amener vers de nouveaux sommets. Telle est l'orientation du gouvernement, et nous allons la conserver.